



DISCOURS de François Hollande

Réunion des Secrétaires de sections Villepinte dimanche 11-février-2007

Chers camarades, chers amis, gardez vos forces, il y a encore beaucoup à faire ensemble. Nous ne sommes qu'au début d'une belle aventure qui se conclura le 6 mai avec la victoire de Ségolène Royal à la présidence de la République.

Mais aujourd'hui, nous le sentons bien, nous vivons un moment important de la campagne présidentielle et, à bien des égards, elle s'engage aujourd'hui vraiment. Nous mesurons l'attente, l'impatience même qui est portée sur nous et sur Ségolène. Le pays veut un choix, il réclame une élection qui soit digne de son passé, qui relève les défis d'aujourd'hui et qui prépare notre destin commun. Et c'est bien là l'enjeu, voter en connaissance de cause, ne pas se laisser abuser par une nouvelle mystification comme en 1995, pas davantage se laisser imposer un malentendu cruel comme en 2002, mais un affrontement clair entre la gauche et la droite permettant au pays de décider de son avenir et de choisir si nous en décidons nous-mêmes, la gauche, pour diriger les affaires de la France.

Alors, il nous revient de clarifier les termes du débat, de donner du sens, d'écartier les sujets subalternes, d'éviter les pièges d'une campagne réduite à l'accessoire, au superflu, à l'anecdote, au dérisoire, bref de poser sereinement aux Français les éléments de leur vote.

La prochaine élection présidentielle n'est pas une joute de personnes, une comédie politique de quelques semaines, un mouvement d'humeur. L'élection présidentielle va décider non pas simplement de la direction de la France pendant les cinq prochaines années, mais des fondements mêmes du pacte social et du pacte républicain. Nous ne sommes pas devant un choix de gestion, mais un choix de société pour l'avenir. Et la France n'aura pas le même visage après cinq ans de droite avec Nicolas Sarkozy ou avec cinq ans de gauche avec Ségolène Royal. C'est tout le cours de notre démocratie, de notre République qui sera modifié selon la décision des Français le 6 mai. Nous ne sommes pas dans une confrontation ordinaire, dans une élection présidentielle banale parce que nous ne sommes pas dans n'importe quel contexte international avec un monde dangereux et une Europe en panne, nous ne sommes pas dans n'importe quel environnement économique avec la mondialisation libérale et un capitalisme financier prédateur. Et nous ne sommes pas devant n'importe quel adversaire pour la première fois depuis sans doute longtemps, dans la République, nous sommes devant une droite dure qui veut en finir une bonne fois avec le modèle social français et qui veut mettre aux normes libérales notre pays.

Voilà pourquoi nous devons mener une campagne fondée sur la clarté, bilan contre bilan, projets contre projets, et nous impliquer non pas tant au nom de nos intérêts de parti ou sur les seules valeurs de la gauche, mais nous devons le faire au nom des principes qui fondent notre attachement à la République et des valeurs de la France, de la France telle que nous l'aimons car nous l'aimons, cette France, au moins autant que les autres et sans avoir à demander à quiconque de la quitter, cette France-là, la nôtre. La clarté, chers amis, elle commence par le rappel d'une évidence : le 6 mai prochain, nos concitoyens vont avoir à choisir entre la continuité et le changement. La continuité, elle a son candidat, c'est Nicolas Sarkozy. Il est dans ce scrutin le quasi sortant, il a gouverné le pays depuis 2002 comme ministre d'État, comme président de l'UMP, il est

soutenu dans cette campagne par les deux Premiers ministres de la législature qui s'achève : Jean-Pierre Raffarin, c'est quand même une référence, Jean-Pierre Raffarin ! Dominique de Villepin, c'est quand même une caution !

Et tous les ministres du gouvernement, des gouvernements depuis 2002, sont dans son comité de soutien, et bientôt Jacques Chirac lui-même sans doute, à l'insu de son plein gré, lui aussi va l'appuyer dans cette campagne.

Alors, il porte le bilan de la majorité depuis 2002. Et quoi qu'il en dise, quoi qu'il fasse, il voudrait fuir devant cette responsabilité-là, être le candidat sortant. Alors je vais le ramener à cette responsabilité. Je vais faire, si je puis dire, le travail pour lui.

Et je veux m'adresser à tous nos concitoyens qui ont aimé la réforme des retraites de Jean-Pierre Raffarin, qui ont approuvé le plan de l'assurance maladie de Douste-Blazy, qui ont adoré la loi sur l'école de Fillon, qui ont soutenu la privatisation de Gaz de France de Thierry Breton, il y en a qui ont aimé, il y en a qui ont approuvé, il y en a qui ont soutenu. Eh bien, ils ont un candidat, c'est Nicolas Sarkozy.

Je veux aussi dire, car il y en a dans notre pays qui pensent que le chômage a diminué, que le pouvoir d'achat a progressé, que la dette s'est réduite, que les violences ont disparu, à tous ceux-là, rendez-vous compte, je les appelle à voter Nicolas Sarkozy. C'est le bon candidat pour un mauvais bilan, pour une mauvaise politique, pour de mauvais gouvernements.

Et il n'y a pas d'autre candidat sortant que lui, ou pas officiellement. Nicolas Sarkozy, c'est la continuité en pire. Mais pour ce qui concerne le changement, il y a qu'une candidate pour porter ce changement, pour le traduire, pour le réaliser, et c'est Ségolène Royal, la candidate du changement.

Ségolène incarne le changement. Sa victoire contre Jean-Pierre Raffarin en 2004, sa désignation au sein du Parti socialiste après une primaire qui a fait notre fierté collective, la méthode de Ségolène Royal fondée sur la démocratie participative, sa conception de la politique, sa capacité de rassemblement qui nous permet d'être ici, socialistes, radicaux, républicains, et tant d'autres. Oui, le changement, il est porté, il est incarné, il est voulu par Ségolène Royal.

Elle est d'ailleurs le seul changement possible dans cette élection parce qu'elle est la seule qui porte un projet alternatif à la droite. Elle est la seule qui puisse être au second tour de l'élection présidentielle contre la droite. Et réfléchissons une seconde, rien qu'une seconde au scénario si elle n'était pas au second tour de l'élection présidentielle. Que signifierait alors une nouvelle fois cette situation dramatique que l'on voudrait ici encore reproduire, où les électeurs n'auraient le choix qu'entre la droite et l'extrême droite, ou entre la droite et la droite ? Le choix qui doit être fait au second tour de l'élection présidentielle, c'est le choix entre la droite et la gauche pour permettre là l'affirmation d'un destin collectif.

J'ai du respect pour la gauche dite antilibérale, mais la question qui lui est posée est moins celle du nombre de ses candidats à l'élection présidentielle que celle de son attitude au second tour de l'élection présidentielle. Veut-elle, cette gauche, envoyer un message de radicalité sans lendemain et disparaître pendant cinq ans ? Ou veut-elle cette gauche-là avec nous battre la droite et transformer le pays ?

Quant au troisième homme, terme impropre aujourd'hui, quand il y a une femme qui peut être la première, quant au troisième homme, il ne vient pas du centre, c'est-à-dire d'une version édulcorée de la droite et qui y retourne toujours, mais prenons conscience que le seul troisième homme qui existe, hélas, c'est celui de l'extrême droite. Que ceux qui ont oublié le 21 avril 2002 retrouvent vite leur esprit. Car le 22 avril 2007, il sera trop tard. C'est pourquoi je le dis ici, si l'on veut le changement, il faut l'installer dès le premier tour afin de permettre d'accéder au second et surtout de créer la dynamique de victoire qui rend alors le succès inéluctable. Oui, c'est au premier tour

que se jouera l'élection présidentielle et c'est au premier tour qu'il faut porter au plus haut la candidature de Ségolène Royal.

Notre pays veut le changement et Nicolas Sarkozy sait que, sur son bilan, comme sur son projet, il ne peut être élu. Alors, il mène une campagne d'intimidation et de confusion. L'intimidation, c'est d'abord de déconsidérer la gauche, de la dénoncer comme illégitime, incapable, incompétente à diriger le pays. C'est toujours ainsi que la droite a procédé. Et que disait-elle d'ailleurs en 1980 de François Mitterrand ? Qu'il n'y connaissait rien en économie, qu'il allait vider les caisses, que cela ne durerait pas deux ans, qu'il était allié aux communistes. Il en était même qui, à droite, laissaient dire qu'après le 10 mai, si victoire de François Mitterrand il y avait, dès le 11, peut-être le 12, des chars soviétiques s'installeraient sur la place de la Concorde. Et, reconnaissons-le, c'est bien vrai qu'il y a eu des chars sur la place de la Concorde qui ont défilé, c'était le 14 juillet, ils étaient français et c'était François Mitterrand qui les passait en revue.

Mes chers amis, nous n'avons aucune leçon à recevoir de la droite, ni sur sa gestion des finances publiques, jamais l'endettement n'a atteint ce niveau record, si sur ses résultats économiques, la croissance n'a jamais été aussi ralentie et le déficit commercial aussi lourd qu'aujourd'hui, ni même sur sa politique de sécurité, jamais les violences aux personnes n'ont été aussi nombreuses que depuis 2002, d'ailleurs depuis que Nicolas Sarkozy est ministre de l'intérieur.

Et parlons à un moment de son art de la diplomatie. Parlons-en, oui, qu'aurait-on dit si un candidat ou une candidate à l'élection présidentielle avait convié ces jours derniers à des journalistes américains, qui en sont restés bouche bée, que l'Iran avait peut-être une bombe nucléaire, mais que ce n'était finalement pas aussi grave parce que, si elle l'avait, si elle la dirigeait contre Israël, eh bien il y aurait bien un pays, peut-être les États-Unis, peut-être la France, qui détruirait Téhéran. Rendez-vous compte !

Et c'était Jacques Chirac président de la République depuis douze ans qui tenait ce propos. Soyez indulgents, il va bientôt quitter la scène, laissons-le se retirer.

Mais la plus grosse bourde, la plus grave faute qui ait été commise dans cette campagne présidentielle, c'est Nicolas Sarkozy qui l'a faite quand il s'est rendu à Washington dans le bureau de George Bush pour regretter l'arrogance française à propos du refus de la guerre en Irak. Pas de leçon à recevoir, mais l'intimidation est aussi dans cette confusion insupportable entre les fonctions d'État et la candidature à l'élection présidentielle. Je ne parle pas ici de l'utilisation des services de renseignement par le ministre de l'Intérieur lui-même. Je le dis, nous n'avons rien à cacher. Et lui, il a tant à se protéger, et parfois de ses propres amis.

Je ne veux pas évoquer cette confusion des caisses où un candidat fait campagne aux frais du contribuable, mais je veux parler de ce mélange des genres qui a fait monter il y a quelques jours, si je peux m'exprimer ainsi, sur le Charles de Gaulle, en présence des personnels militaires du porte-avions pour exprimer sa politique de défense sous le regard de la ministre compétente –c'est beaucoup dire.

Que penser de ce comportement et que penser de ce prochain déplacement sur l'île de la Réunion où il va faire le ministre le matin et le candidat l'après-midi ? Ou l'aller en avion, c'est le ministre, et le retour, c'est le candidat de l'UMP ? Il nous dit qu'il va quitter le ministère de l'Intérieur à la fin du mois de mars, mais c'est tout de suite qu'il faut qu'il quitte le ministère de l'Intérieur tant cette situation est devenue insupportable. Intimidation et confusion. Cette confusion, elle apparaît..., mais il ne faut pas qu'il démissionne seulement, il faut qu'il soit battu à l'élection présidentielle.

Dans cette élection présidentielle justement, la droite ne veut pas être la droite, on peut la comprendre. Nicolas Sarkozy n'est plus de l'UMP nous dit-il, il est de France. Il aurait pu dire de Neuilly, non, il est de France. Il nous a fait un aveu : « J'ai changé », a-t-il dit. Retenez bien cette expression. S'il a changé, c'est qu'il n'était pas bien avant.

Et s'il a changé, c'est qu'il ne sera pas mieux après. Mais il n'a plus de passé, et le voilà d'ailleurs qui vient chercher dans notre propre histoire ses références : Jaurès, Blum, Mitterrand. Ne vous plaignez pas de cette captation d'héritage, elle peut surprendre, elle peut être désagréable, mais si c'était le plus bel hommage que l'on puisse rendre aux noms qui ont marqué profondément l'histoire de France qui incarnent là encore le patrimoine national.

Là encore, soyez généreux, soyez socialistes, mettez-vous un peu à sa place. Vous seriez de droite, ce que vous n'êtes pas, j'en conviens, vous seriez de droite, mais qui chercheriez-vous comme référence ? De Gaulle, sûrement. Mais avant de Gaulle, après de Gaulle, qui ? disant : « enrichissez-vous », Thiers, le massacreur de la Commune ? Mac Mahon, « se démettre ou se soumettre » ? Poincaré ? Dois-je continuer ? Tardieu, qui le connaît ? Antoine Pinay, voilà une belle référence, il a même vécu cent ans, ça laisse une trace ça dans l'histoire de la République ! Réfléchissez encore.

Sarkozy aurait quand même pu citer Giscard. C'est dur pour Giscard d'avoir Mitterrand comme référence. Mais il aurait pu dire Balladur. Voilà une belle référence pour Nicolas Sarkozy. Et Chirac ? Mais pourquoi il n'a pas dit Chirac ?

Alors, voyez-vous, il faut les comprendre. La belle histoire, la grande histoire, le progrès, les conquêtes sociales, qui les a faites ? C'est la gauche et pas la droite. Mais, chers amis, j'y ai vu aussi comme un discours de circonstances. Et je me suis posé cette question : si, sortant de Villepinte, nous allions faire un tour à Neuilly dont Nicolas Sarkozy fut maire pendant longtemps, et nous ferions l'exercice suivant : nous demanderions aux passants : mais où est la place Léon Blum ? Où est le boulevard Jean Jaurès ? Et où est l'avenue François Mitterrand ? On nous aurait répondu : « Vous ne trouverez pas âme qui vive là-bas, personne n'habite à l'adresse indiquée, Jean Jaurès, Léon Blum ou François Mitterrand, allez voir plutôt du côté de Barrès, de Déroulades* ou de Charles-Laffite. Mais de Blum, de Mitterrand et de Jaurès, point du tout. »

Mais il y a même quelque imposture, je le dis ici, à vouloir citer Jaurès quand on veut remettre en cause le droit de grève des salariés dans notre pays, quand Jaurès, lui, s'est battu à Carmeaux* pour arracher ce droit. Oui, il y a de l'imposture à citer Blum quand on veut mettre en cause les 35 heures, quand Blum, lui, a fait les 40 heures et les congés payés.

Oui, il y a du cynisme à vouloir citer François Mitterrand et remettre en cause la retraite à 60 ans et l'impôt sur les grandes fortunes. Et il y a de la mystification à parler des travailleurs et des travailleuses quand, depuis cinq ans, avec cette majorité, l'assistance, le nivellement, la précarité se sont étendus, le nombre de RMIstes a augmenté de 250 000. Depuis 2002, 70 % des embauches de notre pays se font avec des contrats à durée déterminée ou de l'intérim. 80 % des salariés ne gagnent pas 2 000 € dans notre pays. Voilà le bilan droite, voilà sa politique, et elle viendrait nous parler des travailleurs et des travailleuses.

Quand on apprend dans le même temps que le P-DG du Printemps se fait licencier, ça peut arriver, mais avec une indemnité qui correspond à 175 années de SMIC, rien que cela, quand tant d'autres ne partent qu'avec quelques jours de salaire, et quand on apprend que le président du directoire de la Caisse d'Épargne se fait octroyer un bonus de 150 000 €, rendez-vous compte, pour surcroît de travail, quand tant d'autres n'ont même pas le SMIC pour arriver à boucler leur fin de mois, et il nous parlerait des travailleurs et des travailleuses.

Alors, dans cette campagne, chers amis, il faudra opposer, confronter les projets. Au « travailler plus » de Nicolas Sarkozy, il faudra opposer le « travailler tous » de Ségolène Royal. Parce que quand on s'appelle Nicolas Sarkozy faudra aller dire aux chômeurs qui attendent un emploi de travailler plus pour gagner plus, il faudra oser dire aux

salariés délocalisés qu'il faut travailler plus pour gagner plus, il faudra oser prétendre aux salariés à temps partiel qu'ils peuvent demain travailler à temps complet, il faudra oser dire à ceux qui font les cadences, les 3x8, le travail de nuit qu'il faut travailler encore plus pour gagner plus, et il faudra aussi pouvoir prétendre que les heures supplémentaires devront être détaxées, déchargées, ce qui aboutirait à ce que les personnels qui feront ces heures supplémentaires ne puissent même pas constituer des droits sociaux à la retraite ou à la maladie ou au chômage sur ces heures-là, il faudra oser aller vers les Français avec cette proposition.

Nous, nous devons dire qu'une heure supplémentaire doit toujours coûter plus cher à l'employeur qu'une heure normale, sinon, cela voudrait dire que tous ceux, toutes celles qui attendent un emploi, qui espèrent une embauche ne pourront jamais entrer dans l'entreprise tant qu'on n'aura pas saturé l'ensemble des autres salariés en heures supplémentaires.

Le vrai choix dans cette campagne sera de savoir si l'on veut favoriser l'embauche ou le recours systématique aux heures supplémentaires, si l'on veut permettre à tous ceux qui espèrent un emploi de le trouver, et si on veut affirmer que l'ambition d'une société, c'est la réussite de tous, c'est le travail pour tous.

Il faudra également opposer à la précarité de Nicolas Sarkozy les sécurités de Ségolène Royal. Oui, pour nous, le Contrat nouvelle embauche ne peut pas être le contrat de droit commun des salariés français. Oui, pour nous, le Contrat première embauche ne peut pas être l'horizon des jeunes qui veulent entrer sur le marché du travail. C'est pourquoi au Contrat nouvelle embauche, contrat unique de travail que Nicolas Sarkozy veut proposer aux Français, nous, nous devons offrir la sécurisation des parcours professionnels, ce droit donné à chaque salarié d'être accompagné, suivi, qualifié, formé pour passer d'un emploi à un autre et de rester le moins de temps possible au chômage. Voilà notre objectif, voilà notre ambition.

De la même manière, nous devons opposer à la baisse d'impôts pour les plus favorisés de Nicolas Sarkozy la réussite pour tous. Oui, c'est vrai, dans une campagne, les Français sont toujours attentifs aux promesses de baisse d'impôts. C'est une constante. Margaret Thatcher en avait d'ailleurs confié le secret à François Mitterrand. Elle lui avait dit : « Vous savez, c'est très simple pour les conservateurs de gagner une élection, il suffit de promettre une baisse d'impôts pour les riches, les pauvres finissent par y croire. » Et on nous rejoue ici la partie.

Baisse d'impôts, oui, mais pour qui ? Mais qui dans cette salle est bénéficiaire du bouclier fiscal ? Allez savoir. Qu'ils viennent me voir, ils ne seront pas si nombreux. Ce que nous propose Nicolas Sarkozy, c'est la suppression de l'impôt sur la fortune à travers un bouclier fiscal à 50 %, c'est la baisse, voire la suppression de l'impôt sur les successions, c'est la baisse de l'impôt sur les revenus pour les plus favorisés. Mais rien sur la fiscalité qui pèse sur le plus grand nombre. Au contraire même, on nous annonce peut-être une contribution sur la consommation.

Oui, on nous dit qu'il y a aussi des efforts à faire parce que, bien sûr, pour financer ces baisses d'impôts, il faudra créer une franchise santé, c'est-à-dire l'obligation qui sera faite pour toute famille de payer au premier euro les frais de santé jusqu'à un certain niveau, c'est-à-dire le recours aux assurances privées, cette sécurité-là, cette protection sociale-là, nous n'en voulons pas, cette médecine à plusieurs vitesses, nous la récusons, et nous demandons au contraire une sécurité dans l'accès aux soins pour tous.

Cette politique fiscale que nous propose Nicolas Sarkozy ne vise pas ceux qui se lèvent tôt le matin ou ceux qui se couchent tôt le soir, mais tout simplement ceux qui s'enrichissent en dormant. Voilà sa politique.

Et cette logique fiscale, si elle était menée jusqu'à son terme, elle sera ou elle serait menée jusqu'à son terme, ce serait la moitié des fonctionnaires qui partent à la retraite qui ne seraient pas remplacés, 300 000, dont la moitié dans l'Éducation nationale. Ce serait également la mise en cause des services publics, et nous devons, nous, opposer à cette logique de privatisation de désengagement, nous devons opposer le service public, l'affirmation de l'Etat, une politique industrielle, une politique de recherche pour préparer l'avenir.

Enfin, nous devons opposer aux droits dits opposables les droits effectifs.

La droite a trouvé ces derniers jours une formule pour satisfaire à des pressions fortes, répondre à des urgences. J'avoue que nous n'y avons pas songé. Il suffirait maintenant d'inscrire dans une loi l'existence d'un droit opposable, et c'en serait terminé des problèmes des mal-logés, des mal-soignés, des mal-éduqués. Il y a donc un droit qui doit être inscrit là bientôt pour le logement. Tant mieux si ça peut permettre des politiques différentes, mais quelle est l'inspiration ? Elle nous vient là encore de Nicolas Sarkozy.

Le droit opposable au logement, cela consiste, pour une personne sans domicile fixe, par exemple à Neuilly, qui cherche un toit, un logement, il n'en trouve pas : application du droit opposable au logement. Il va donc voir son avocat, très simple, son avocat l'oriente vers une commission qui elle-même saisit un tribunal, et au bout de cinq ans, ce sans domicile fixe peut avoir un logement social à Gennevilliers. Voilà pour le droit opposable au logement.

Mais nous n'avions pas tout vu, chers amis, il y a maintenant le droit opposable pour l'accueil en crèche, c'est ce que propose Nicolas Sarkozy. Vous êtes parents, vous avez un enfant en bas âge, vous vous adressez à votre commune : « il n'y a pas de places en crèche ». Qu'à cela ne tienne : droit opposable à la crèche. Vous allez voir votre avocat qui saisit une commission, qui elle-même en appelle au tribunal, et au bout de cinq ans, quand votre enfant est à l'école, vous pouvez le remettre à la crèche.

Mais nous n'avions pas tout vu. Il nous est proposé un droit opposable à l'accueil dans une maison de retraite. Mais pourquoi riez-vous ? C'est très simple. Vous êtes une personne âgée dépendante, vous demandez un accueil dans une maison spécialisée : « il n'y a pas de place » : droit opposable. Vous allez voir votre avocat, celui que vous aviez déjà saisi lorsque vous étiez en crèche, il vous renvoie devant la commission, qui elle-même en appelle au tribunal, et au bout de cinq ans, le bon Dieu, si vous y croyez, vous accueille avec une place dans le royaume des cieux.

Nous, chers amis, nous ne sommes pas dans cette logique-là, des droits théoriques, des droits virtuels. Nous ne sommes pas dans une logique américaine, nous sommes dans une logique française de services publics, de droits effectifs, de prestations sociales garanties. Oui, si l'on veut avoir un logement, il faut d'abord construire 120 000 logements sociaux par an. Il faut imposer aux communes qui ne font pas de logements sociaux 20 % des chaque résidence et dans chaque ville. Et quand ils ne le font pas, ces maires-là, souvent de droite, il faut que l'Etat se substitue à eux pour qu'il y ait les logements sociaux indispensables.

Oui, il faudra aussi créer un service public de la petite enfance si on veut qu'il y ait des crèches et des systèmes de garderie pour tous les enfants de ce pays. Oui, il faudra créer un droit à la couverture dépendance parce que c'est vrai que c'est une question majeure de notre société que l'accueil des personnes qui sont en vieillissement et qui n'ont pas besoin de recourir à un juge pour avoir simplement le droit à finir leur vie dignement. Parce que c'est cela l'idéal que l'on porte, c'est la dignité, la dignité humaine, l'humanité, la garantie, l'égalité.

Et de la même manière, il faudra poser un droit effectif à l'environnement en faisant en sorte que les transports collectifs soient encouragés, que la fiscalité écologique soit

introduite, et qu'il y ait aussi un plan massif pour qu'il y ait des économies d'énergie, et que nous, nous n'avons pas besoin simplement de signer un pacte avec Nicolas Hulot pour être écologiques, nous avons besoin de prendre des engagements et de les tenir. Dans cette campagne, il ne faudra pas simplement s'en tenir aux mots, mais aux actes, pas simplement aux promesses, mais aux faits, et ceux qui n'ont rien fait jusqu'à présent ne peuvent pas être ceux qui nous promettent un avenir différent aujourd'hui. Chers amis, un enjeu dans cette campagne sera aussi une conception de la démocratie. Ce qui est en cause, c'est la manière avec laquelle le pouvoir va être dirigé, incarné, représenté. Il y a d'un côté une droite qui veut confisquer le pouvoir comme elle l'a toujours fait, réduire le Parlement, ignorer les citoyens, mépriser la démocratie participative, et nous, la gauche, mais au-delà de la gauche, nous aspirons à un rééquilibrage des pouvoirs, à un président, que dis-je un président, une présidente qui ne déciderait pas de tout, qui organiserait des consultations, des débats, qui ferait vivre le Parlement, qui accorderait aux citoyens des droits pour saisir une cour constitutionnelle pour proposer une loi si nécessaire, pour provoquer un grand débat dans le pays. Voilà ce qui est en cause : une conception du pouvoir.

Je veux terminer ici mon propos. Vous êtes Nombreux, très nombreux, vous êtes la force dans cette campagne. Elle va être rude, âpre, difficile, parce que la droite fera toutes les promesses, c'est sa manière de faire. Aux agriculteurs, des prix rémunérateurs, aux artisans, une protection contre les grandes surfaces, aux grandes surfaces, des autorisations d'ouverture, aux entrepreneurs moins de charges, aux salariés plus de salaire.

Bref, tout sera dit dans cette campagne pour effacer les lignes, gommer les clivages, écartier les aspérités. Mais la droite aussi utilisera toutes les peurs : l'immigration bien sûr, toujours, la peur de l'étranger, le laxisme, l'insécurité. Elle mobilisera toutes ses forces, et elles sont puissantes puisqu'elle a justement le pouvoir et qu'elle ne veut pas le perdre.

En ce moment même, toutes ces forces coalisées, cet argent qui veut garder son lien avec ce pouvoir si complaisant, si puissant, qui se sente reconnu, installé, représenté au sommet du pouvoir, ceux-là se battront pour ne rien lâcher, pour ne rien perdre à l'occasion de cette élection.

Et déjà, je sens Nicolas Sarkozy gagné par le syndrome du fanfaron. Quelques sondages, une impression, une intimidation, une confusion, et voilà qu'il y croit. Il se regarde, que voulez-vous, il se plaît, il s'aime, il se croit déjà, non plus ministre de l'Intérieur, mais, les yeux gourmands, déjà président, alors que les Français n'ont pas commencé de s'engager dans cette campagne. Il fait comme si les électeurs avaient voté, d'ailleurs pourquoi faudrait-il qu'ils votent ?

Alors, chers amis, la campagne commence aujourd'hui, nous sommes là nombreux, notre mouvement est puissant, notre espoir est grand, notre confiance est forte également. Nous devons lutter contre toutes les peurs, et n'avoir peur de rien pour nous-mêmes. C'est nous qui représentons la paix sociale, l'harmonie, le vivre ensemble, la laïcité, la République, c'est nous qui sommes capables de faire vivre les Français et les autres dans le même pays avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est nous qui sommes capables de préparer l'avenir, c'est nous qui donnons de la cohérence, de la solidarité et même de l'espoir à ceux qui n'en ont plus.

Et c'est la droite qui inquiète. Elle veut engager le conflit avec les salariés du secteur public dès sa victoire, elle n'est pas là, heureusement, avec le monde du travail, avec les services publics, avec les jeunes des banlieues, eh bien non, ces conflits n'auront pas lieu, cette confrontation sera heureusement épargnée au pays parce que tout commence aujourd'hui, parce que tout dépend de vous.

Allez voir les Français, allez voir les citoyens, allez voir les électeurs, soyez emplis de courage, de conviction et de force, c'est vous, chers amis, qui représentez le changement. Il faut donc gagner la victoire, la bataille du cœur et des esprits. Il ne s'agit pas simplement, pour nous, d'un succès d'un camp ou du rejet d'un autre, mais du destin de la France. Que chacun le sache, au-delà de cette salle, que chacun le sache, nous sommes au rendez-vous du 6 mai, nous sommes prêts pour cette grande campagne qui commence, nous sommes, devant le pays tout entier, fiers de ce que nous sommes, confiants dans nos idées.

Nous sommes là avec une seule ambition, une seule : faire gagner la France et porter Ségolène Royal à la présidence de la République. Merci.